



SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
Paris La Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

Action Sociale Finances Restauration

A.S.F.R

(anciennement A.G.R.A.F)

Association Loi 1901

8, avenue des Minimes-BP 73

94300 Vincennes

**Rapport du commissaire
aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Sociale Finances Restauration
A.S.F.R
(anciennement A.G.R.A.F)

Association Loi 1901

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Action Sociale Finances Restauration – A.S.F.R

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Action Sociale Finances Restauration – A.S.F.R, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de direction arrêté le 15 mai 2024 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Paris La Défense, le 3 juin 2025
Le commissaire aux comptes

FIDAUDIT
Membre du réseau Fiducial

A handwritten signature in blue ink. The signature is stylized, starting with a large loop on the left and ending with a vertical stroke on the right.

François PINAULT



Action Sociale Finances Restauration
8 avenue des Minimes - BP 73
94300 VINCENNES
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
www.agraf-asso.fr

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2024

ASSEMBLEE GENERALE DU 25 JUIN 2025

SOMMAIRE

BILAN	4
COMPTE DE RESULTAT	6
1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	7
1.1. PRINCIPES GENERAUX	7
1.2. PRINCIPALES METHODES UTILISEES	7
1.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7
1.2.2. DUREE ET MODE D'AMORTISSEMENT	7
1.2.3. STOCKS	7
1.2.4. CREANCES	7
2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	8
2.1. BILAN ACTIF	8
2.1.1. TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	8
2.1.2. TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	8
2.1.3. ACTIF CIRCULANT	9
2.1.3.1. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	9
2.1.4. COMPTES DE REGULARISATION	9
2.2. BILAN PASSIF	9
2.2.1. FONDS PROPRES	9
2.2.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10
2.2.3. AVANCES CLIENTS-DEPOTS USAGERS	10
2.2.4. DETTES	10
2.2.5. CHARGES A PAYER	10
2.2.6. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	11
3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	11
3.1. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CLIENTS	11
3.2. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	11
3.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	12
3.4. PRODUITS FINANCIERS	12
3.5. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS / TRANSFERT DE CHARGES	12
3.6. MISE A DISPOSITION DE MOYENS PAR LE MINISTERE	12
3.6.1. SERVICES ADMINISTRATIFS DU SIEGE	12
3.6.2. MISE A DISPOSITION DES LOCAUX PAR LE MINISTERE	12
3.6.3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	12
3.7. PERSONNEL	13
3.7.1. CHARGES DE PERSONNEL	13
3.7.2. VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL ASFR EN 2024	13
3.7.3. ENGAGEMENTS DE RETRAITE	13
3.7.4. ENGAGEMENTS DECES	13
3.7.5. INFORMATION SUR LES REMUNERATIONS	13

BILAN

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023	PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET			
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>FONDS ASSOCIATIFS</u>		
<u>Immobilisations incorporelles</u>					Fonds propres		
Concessions, brevets et licences	1 169 594	957 147	212 447	194 951	Fonds associatifs valeur patrimoine intégré	2 298 493	2 298 493
					Fonds associatifs réserves diverses	1 108 456	1 108 456
<u>Immobilisations corporelles</u>					Résultat de l'exercice	- 666 653	- 646 828
Installations techniques & Matériel et outillage industriels	10 060 237	7 762 080	2 298 156	2 279 392	sous total	2 740 296	2 760 121
Instal. générales, agencements et aménagements					Autres fonds associatifs		
Véhicules	9 989	-	9 989	9 989	Fonds associatifs avec droit de reprise	1 681 579	1 680 682
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 419 967	2 299 304	879 336	807 932	Fonds dédiée s/fonct	-	-
Immobilisations en cours/avance s/immo	40 324		40 324	4 282	Résultat sous contrôle de tiers financeurs	2 746 853	3 393 680
<u>Immobilisations financières</u>					sous total	4 428 432	5 074 362
Cautionnements versés	100 369		100 369	95 490	TOTAL I	7 168 727	7 834 483
TOTAL I	12 800 480	11 018 532	1 781 948	1 776 172	<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					Provisions pour risques	65 847	93 622
<u>Stocks et en-cours</u>	392 798		392 798	367 455	Provisions pour charges	12 783	12 503
Matières premières et approvisionnements	392 798		392 798	367 455	TOTAL II	78 630	106 125
<u>Avances et acomptes versés s/commandes</u>	55 347		55 347	34 333	<u>FONDS DEDIES</u>		
Acomptes fournisseurs	55 347		55 347	34 333	Sur subvention de fonctionnement	509 947	1 009 947
<u>Créances</u>	704 989		704 989	1 456 015	TOTAL III	509 947	1 009 947
Clients	216 863		216 863	305 353	<u>DETTES</u>	5 249 378	5 187 452
Autres créances :					Acomptes reçus	-	-
Personnel	1 700		1 700	2 500	Avances clients - Dépôts Usagers	249 185	351 942
Subventions	0		0	0	Fournisseurs et comptes rattachés	2 404 812	2 026 313
Participations des organismes conv					Personnel	1 514 457	1 743 373
Créances diverses	486 426		486 426	1 148 162	Organismes sociaux et fiscaux	916 252	976 700
<u>Disponibilités</u>	13 224 593		13 224 593	13 673 871	Autres dettes	164 673	89 124
Valeurs mobilières et comptes à terme	11 000 000		11 000 000	4 076 036	<u>COMPTE DE REGULARISATION</u>		
Chèques à encaisser	4 363		4 363	830	Produits constatés d'avance	3 210 021	3 357 097
Banques	2 194 861		2 194 861	9 574 919	TOTAL IV	8 459 399	8 544 550
Caisses	25 370		25 370	22 086	TOTAL PASSIF (I + II + III+IV)	16 216 703	17 495 105
<u>COMPTE DE REGULARISATION</u>							
Charges constatées d'avance	57 028		57 028	187 258			
TOTAL II	14 434 755	0	14 434 755	15 718 933			
TOTAL ACTIF (I + II)	27 235 235	11 018 532	16 216 703	17 495 105			

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

CHARGES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	PRODUITS	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
			Nombre de couverts selfs	1 619 419	1 607 597
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>			<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	- 11 768 049	- 11 829 907	Ventes et production vendue	9 948 735	9 857 791
Achats de matières premières et autres approvisionnements	- 8 842 229	- 8 413 474	Production vendue	7 577 805	7 270 259
<i>Dont EGALIM</i>	- 4 085 381	- 3 346 107	Participations repas conventions	663 729	951 880
Variation des stocks	25 040	90 718	Produits des activités annexes	1 707 202	1 635 652
Autres achats et charges externes :					
Matières et fournitures non stockées	- 669 074	- 988 667			
Entretien, contrats, honoraires, déplacements et autres serv. ext.	- 2 281 787	- 2 337 047			
			Production consommée	211 461	184 082
Impôts, taxes et versements assimilés	- 241 457	- 182 861	Avantages en nature - Restauration	211 461	184 082
Participation à la formation professionnelle continue	- 197 635	- 137 937			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	- 43 822	- 44 924			
			Subventions d'exploitation	12 993 445	12 815 693
Charges de personnel	- 12 189 723	- 11 905 433	Subvention de fonctionnement de l'exercice	11 195 326	11 603 623
Salaires et traitements	- 8 790 392	- 9 166 574	Reprise Fonds dédiés	500 000	-
Charges sociales	- 3 344 645	- 2 683 358	Subvention interministérielle	1 298 118	1 212 070
Autres charges sociales	- 54 686	- 55 502	Subvention interministérielle au titre des conventions	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 530 552	- 528 566	Autres subventions reçues	-	-
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	- 530 552	- 503 091			
Pour risques et charges : dotations aux provisions	-	- 25 475	Reprises sur provisions et transferts de charges		
Autres charges	- 34 504	- 65 250	Reprises sur provisions pour charges d'exploitation	64 020	
Pertes sur créances irrécouvrables	- 478	- 31 577			
Charges diverses de gestion courante	- 34 026	- 33 672	Autres produits	494 948	600 238
			Produits divers de gestion courante	494 948	600 238
TOTAL I	- 24 764 284	- 24 512 015	TOTAL I	23 712 609	23 582 957
<u>CHARGES FINANCIERES</u>			<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
			Revenus des valeurs mobilières de placement	519 469	371 350
TOTAL II	-	-	TOTAL II	519 469	371 350
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
Sur opérations de gestion	- 15 588	- 2 003	Sur opérations de gestion	5 814	22 794
Pénalités et amendes	- 300	- 2 003	Pénalités	3 278	2 574
Autres charges exceptionnelles	- 2 379	-	Pertes de cartes	2 537	2 695
Charges exceptionnelles sur exercice antérieurs	- 12 909	-	Autres produits exceptionnels	-	17 525
Sur opérations en capital	-	- 18 603	Sur opérations en capital	-	-
VCEAC - Immobilisations corporelles	-	- 18 603	Quote-part de fonds associatifs avec droit de reprise virée au compte de résultat	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-	Reprises sur provisions et transferts de charges		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	-	-	Reprises sur provisions pour risques		125 153
TOTAL III	- 15 588	- 20 606	TOTAL III	5 814	147 947
Impôts (V)	- 124 673	- 91 307			
Impôts dus sur comptes à terme	- 124 673	- 91 307			
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V)	- 24 904 545	- 24 623 928	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	24 237 892	23 977 101
Résultat de l'exercice (perte)	- 666 653	- 646 827			
TOTAL GENERAL	- 24 237 892	- 23 977 101	TOTAL GENERAL	24 237 892	23 977 101

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Depuis le second semestre de l'année 2022, l'ASFR observe une fréquentation quasi similaire à « la normale » dans le contexte post-Covid, avec un taux de fréquentation avoisinant les 80% de celui enregistré en 2019. Il semblerait que le plafond ait été atteint, car la prise de la journée de télétravail octroyée aux agents MEF (20%) ne sera vraisemblablement plus compensée pour la journée du vendredi.

Au cours de l'année 2024, la fréquentation s'est établie à 79,9 % de celle de 2019, soit une moyenne de 7 246 couverts par jour sur l'année. Cela, malgré un impact négatif lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, qui a été estimé à environ - 30 000 couverts.

Le sort du restaurant de Londres fermé depuis le 20 février 2023 pour étude de travaux, n'a pas encore été statué de façon définitive.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes généraux

- « Les états financiers ont été établis en conformité avec les différents principes comptables généraux du règlement ANC 2014-03 sous réserves des dispositions particulières énoncées dans le règlement ANC 2018-06 relatif au plan comptable associatif applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 ».
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2. Principales méthodes utilisées

1.2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par l'association avant le 1^{er} janvier 1994 ont été valorisées à leur valeur d'utilité sur la base d'un inventaire physique réalisé au cours de l'exercice 1994.

Les immobilisations corporelles acquises à partir du 1^{er} janvier 1994 sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ces immobilisations sont, depuis le 1^{er} janvier 2003, comptabilisées H.T.

1.2.2. Durée et mode d'amortissement

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés selon le mode linéaire sur une durée de :

- logiciels : 2 à 4 ans
- agencements et installations générales : 6 à 10 ans
- matériel et outillage : 3 à 10 ans
- matériel et mobilier de bureau, matériel informatique : 5 à 10 ans

1.2.3. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Ces stocks d'une valeur de **392 798.25€** en 2024 contre 367 455 € en 2023 se décomposent comme suit :

- Denrées :	267 001.11 €
- Boissons :	24 859.71 €
- Consommables :	63 659.63 €
- Produits lessiviels :	24 064.48 €
- Vaisselles :	12 597.96 €
- Autres produits :	615.36 €

1.2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

1.2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur de marché.

L'ASFR a souscrit auprès du CREDIT MUTUEL :

- Compte A Terme N°1 : 3 000 000 EUR au taux : 3.90 % du 18/01/2024 pour 12 mois
- Compte A Terme N°2 : 5 000 000 EUR au taux : 3.70 % du 21/06/2024 pour 12 mois
- Gestion de Trésorerie Dynamique : depuis le 15/09/2023, chaque € du solde du compte principal > 200 000 € de pied de compte est rémunéré au taux de l'indice €ster (entre 3.90 % et 2.90 % sur les 12 mois de 2024) minoré de 0,75 pt de frais bancaires

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.1. BILAN ACTIF

2.1.1. Tableau des immobilisations

	Solde 31/12/23	Acquisitions	Diminutions	Solde 31/12/24
immobilisations incorporelles				
CONCESSIONS,BREVETS ET LICENCES	1 113 171	59 275		1 169 594
immobilisations corporelles				
INST TECH MAT ET OUT INDUSTRIEL	8 562 718	352 755		8 915 473
AUTRES IMMO CORPORELLES	2 488 491	83 376		2 574 719
IMMOBILISATION EN COURS	4 282	40 324	4 282	40 324
immobilisations financières				
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	95 490	4 880		100 370
	12 264 152	905 328	246 625	12 800 480

2.1.2. Tableau des amortissements

	Solde 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/24
immobilisations incorporelles				
CONCESSIONS,BREVETS ET LICENCES	918 220	38 927		957 147
immobilisations corporelles				
INST TECH MAT ET OUT INDUSTRIEL	7 412 938	349 142		7 762 080
AUTRES IMMO CORPORELLES	2 156 822	142 482		2 299 304
	10 487 980	530 551		11 018 531

2.1.3. Actif circulant

L'état des échéances des créances de l'actif circulant est le suivant :

Créances	montants nets	échéance	
		à un an au plus	A plus d'un an
créances clients et comptes rattachés	216 863		
autres créances			
créances diverses	239 591		
total	456 454		

Les créances clients et comptes rattachés se décomposent de la façon suivante :

- Facturations émises des restaurants (cocktail / forfait / HDM) : 49 631 €
- Factures des conventions : 58 961 €
- Subventions interministérielles (PIM) : 108 271 €

Les créances diverses se décomposent principalement de la façon suivante :

- TVA : 237 891 € sur la TVA à récupérer.

2.1.4. Valeurs mobilières de placement

Les informations relatives à ce poste figurent dans le paragraphe 1.2.5 du présent document.

2.1.5. Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance d'un montant de **57 028 €** dont le détail se trouve en annexe, se résument comme suit :

Frais entretien du linge	11 048 €
Cotisation assurance dommages aux biens	17 451 €
Diverses charges	28 529 €

2.2. BILAN PASSIF

2.2.1. Fonds propres

2.2.1.1 Fonds propres

Les fonds propres sont constitués des comptes :

Valeur du patrimoine intégré : 2 298 493 €

Réserves diverses : 1 108 456 €

Résultat de l'exercice - 666 653 €

2.2.1.2 Autres fonds propres

Les autres fonds propres sont constitués des comptes :

Fonds « associatifs » avec droit de reprise : 1 681 579 €

Avec un résultat sous contrôle de tiers financeurs de : 2 746 853 €

Soit un total **Autres Fonds Propres** de : **4 428 432 €**

2.2.1.3 Fonds «associatifs» avec droit de reprise (nets)

Ces fonds correspondent au montant de l'actif net immobilisé (hors cautionnements versés) soit **1 681 579 €** (12 168 662 € de valeur brute auxquels sont déduits 10 487 980 € d'amortissements).

Détail des mouvements :

- Fonds «associatifs» avec droit de reprise

Solde au 1 ^{er} janvier 2024	1 680 682 €
Investissements 2024	495 407 €
Immobilisations en cours 2024	36 042 €
Dotations amortissements 2024	- 530 552 €
VNC s/cession 2024	0 €

2.2.1.4 Résultat sous contrôle de tiers financeurs

Depuis 2007, la convention d'objectifs et de moyens (COM) entre l'Etat et l'ASFR prévoyait à la fois un droit de reprise de la part du Ministère et une condition résolutoire pouvant le conduire à demander le reversement des excédents dégagés et non consommés à la clôture de l'exercice N+5, ce qui se serait traduit par la constatation d'une charge dans les comptes de l'association par la contrepartie d'une dette vis-à-vis du ministère.

Ainsi, il a été décidé d'adopter le mécanisme des résultats sous contrôle des tiers financeurs prévu par le règlement 2018/06 de l'ANC. Ce mécanisme conduit à affecter le résultat de l'exercice N dans un compte 115 « Résultats sous contrôle de tiers financeurs » après l'approbation annuelle des comptes de l'association et d'imputer sur ce report à nouveau, avec l'accord du ministère, les éventuels déficits ou dépenses spécifiques générés les exercices suivants.

La dernière convention d'objectifs et de moyens (COM) qui s'est terminée le 31 décembre 2019 a été remplacée par une convention d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) entre l'Etat et l'ASFR conclue pour une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 renouvelable une fois par tacite reconduction. L'avenant n°3 à la COMP signé pour l'année 2024 prévoit dans son article 8 : *L'association peut être autorisée par le Secrétaire Général à reporter l'excédent de subvention constaté au titre d'un exercice sur l'exercice suivant. Les propositions d'affectation de cet excédent seront présentées au conseil de surveillance.*

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques d'un montant total de 78 630 € correspondent :

- Aux risques évalués d'indemnités à payer dans le cadre de litiges prud'homaux pour 65 847 €
- A la provision pour médailles du travail pour 12 783 €

Tableau de variation :

	Solde 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/24
PROVISIONS POUR LITIGES	93 622		27 775	65 847
PROVISIONS POUR MEDAILLES DU TRAVAIL	12 503	280		12 783
	106 125	280	27 775	78 630

L'ASFR a constitué pour couvrir la charge potentielle une provision de 12 783€. Elle a été établie en tenant compte d'un historique des charges réellement payées par l'ASFR. En effet, l'attribution d'une prime pour les médailles du travail n'est pas prévue par la convention collective de la restauration dont relève l'ASFR, mais a été actée par une décision de la Présidence de l'ASFR en date du 5 février 2002.

Provisions pour litiges prud'homaux concernant 2 dossiers.

2.2.3. Avances clients-dépôts usagers

Le montant du compte « Avances clients-dépôts Usagers » correspond au solde des cartes usagers au 31 décembre 2023 (dépôts reçus des clients diminués des ventes de l'exercice) et s'élève à **249 185 €**.

2.2.4. Dettes

L'ensemble des dettes de l'ASFR est à échéance de moins d'un an.

2.2.5. Charges à payer

Les montants des charges à payer se décomposent comme suit :

Fournisseurs factures non parvenues	152 654 €
Personnel (provisions CP/RTT)	1 810 350 €
Autres dettes sociales et fiscales	373 808 €
Impôt à payer sur les intérêts de livret	164 673 €

2.2.6. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à **3 210 021 €** au 31 décembre 2024.

Ils se décomposent comme suit par exercice :

▪ au titre des exercices précédents :	3 357 097 €
▪ au titre de l'exercice 2024	-147 076 €

Puis comme suit par nature de poste :

▪ Paradis dentification salle :	20 000 €
▪ Paganini protections groupes froids sur toit :	20 €
▪ Rénovation restaurant Chevaleret :	3 023 959 €
▪ Réaumur matériel à remplacer :	45 900 €
▪ Sully trappe convoyeur plateaux :	105 471 €
▪ Diderot remplacement des sols souple :	14 471 €

Ces montants seront repris en déduction de la subvention de fonctionnement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. Ventilation du chiffre d'affaires clients

Montant HT	
Repas Self	6 971 739
Suppléments repas Self	33 210
Boissons Self	77 098
Prestations Self subventionnées	7 082 047
Repas Autres administrations	496 185
Participation employeur	663 729
Conventions	1 159 914
Prestations cocktails, buffets, réunions	396 569
Prestations cafétérias	382 895
Prestations Distribution Automatique	192 151
Prestations sandwichs	381 118
Prestations sandwichs H.D.M	124 867
Prestations repas "Le Club"	209 769
Prestations repas "Club Ephémère"	13 420
Facturations diverses	5 985
Produits des activités annexes	1 706 775
VENTES ET PRODUCTION VENDUE	9 948 735

3.2. Subventions d'exploitation

Les subventions reçues au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à **12 993 445 €** et se décomposent de la façon suivante :

Subvention de fonctionnement (minorée investissement)	11 195 326 €
Subvention interministérielle MEFSIN	1 298 118 €
Reprise sur fonds dédiés	500 000 €

3.3. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation **494 948 €** sont principalement constitués par :
- la dotation aux amortissements + VNC : 530 552 €

3.4. Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à **519 469 €**. Ce montant correspond aux intérêts des comptes à terme et des gains trimestriels sur la Gestion Active de Trésorerie ouverts au Crédit Mutuel, et qui présente un solde au 31 décembre 2024 de **11 000 000 €**.

3.5. Produits et charges exceptionnels / Transfert de Charges

Les produits exceptionnels d'un montant de **42 059 €** sont constitués de :

▪ pertes de cartes	2 537 €
▪ pénalités sur marché	3 278 €
▪ divers	36 245 €

3.6. Mise à disposition de moyens par le ministère

3.6.1. Services administratifs du siège

Outre les personnels salariés de l'ASFR, les services administratifs du siège de l'association comportent aussi des personnels fonctionnaires. Ils y sont affectés en position de mise à disposition. Au sein de l'ASFR, les personnels fonctionnaires pour l'exercice représentent un budget de **49 477 €**, qui a fait l'objet d'une facturation correspondante par le ministère.

3.6.2. Mise à disposition des locaux par le ministère

Les locaux des restaurants et les équipements qui y sont attachés sont mis à la disposition de l'association par le ministère dans le cadre de conventions. L'ASFR n'est pas en mesure de déterminer le montant de la mise à disposition des locaux par le ministère, en raison de l'extrême difficulté à l'évaluer.

3.6.3. Contributions volontaires

Il s'agit là des estimations des moyens matériels et aides en nature mis à disposition par le ministère pour l'ASFR, ce sont donc des dépenses valorisées et non remboursées :

Fonctions support de l'administration centrale (Affranchissement, reprographie)	4 000 €
---	----------------

3.7. Personnel

3.7.1. Charges de personnel

En 2024, les charges de personnel représentent **12 189 723 €** dont **49 477 €** pour la mise à disposition des fonctionnaires du siège, soit 2 agents au titre de l'exercice, dont un départ en retraite en juin 2024.

3.7.2. Ventilation de l'effectif moyen du personnel ASFR en 2024

	SIEGE			ÉTABLISSEMENTS			TOTAL		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Cadres CDI	5.41	6.75	12.16	5.19	1.00	6.19	10.60	7.75	18.35
Cadres CDD	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.17	0.17
Agents de maîtrise CDI	1.25	2.00	3.25	12.21	1.59	13.80	13.46	3.59	17.05
Agents de maîtrise CDD	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Employés CDI	0.00	5.17	5.17	113.33	107.57	220.90	113.33	112.74	226.07
Employés CDD	0.69	1.83	2.52	6.59	4.88	1.42	7.28	6.71	13.99
TOTAL	7.35	15.75	23.10	137.32	115.04	252.36	144.67	130.79	275.46

3.7.3. Engagements de retraite

Le montant des engagements de l'ASFR en matière de retraite s'élève à 1 677 920 € chargé.

La méthode utilisée pour calculer ce montant prend comme base les indemnités auxquelles pourraient prétendre, le jour de leur départ à la retraite à l'âge de 65 ans, les salariés entrant dans l'effectif de l'AGRAF au 31 décembre 2024. Elle tient compte des paramètres suivants :

- La probabilité de présence dans l'entreprise (taux de turn-over soit 6,04 %) ;
- La probabilité de survie calculée en fonction du sexe et de l'âge actuel de chaque collaborateur concerné ;
- Le taux de charges patronales réellement constaté pour chaque salarié en 2024.

3.7.4. Engagements décès

La mise en place à compter du 1^{er} février 2009 de la mutuelle, accompagnée du bénéfice d'une garantie décès pour les salariés de l'ASFR ayant plus de six mois d'ancienneté a modifié les règles de calcul.

Sachant que les engagements en matière de décès pour l'ASFR ne concernent donc plus que les salariés ayant moins de six mois d'ancienneté, le montant des engagements de l'ASFR en matière de décès est nul.

3.7.5. Information sur les rémunérations

Les membres du comité de direction (Président, Vice-Président et Trésorier) ne perçoivent aucune rémunération (salaires, primes, avantages en nature) au titre de leur fonction.

Evènement postérieur à l'exercice

Néant